

Israël a-t-il d'autres choix que de réoccuper Gaza ?

Prisonniers de leur posture morale, les Européens ignorent les aspects militaires de la guerre

Peu d'événements de ces dernières années ont aussi profondément divisé le monde politique, les médias et les citoyens en Europe que la guerre à Gaza. Les débats tournent en rond, parfois à l'empoignade, et c'est désormais la violence qui les remplace. Le meurtre de deux employés de l'ambassade d'Israël à Washington, le 22 mai, n'en est que le dernier exemple inquiétant.

Loin des passions militantes, cette chronique veut se concentrer sur les aspects militaires du conflit. Si elle néglige les autres, ce n'est pas parce que son auteur pense qu'ils sont sans importance, mais parce que, ancien militaire et officier de réserve, il regrette qu'ensemble, nous prêtions trop peu d'attention aux réalités militaires de ce conflit, alors que l'évolution sur le terrain peut transformer du tout au tout la dynamique politique, légale et éthiques d'une crise internationale.

18 mois de guerre, mais le Hamas est toujours là

En réponse aux massacres du Hamas du 7 octobre 2023, le gouvernement israélien a publiquement poursuivi deux objectifs : le retour de chacun des otages et la destruction du Hamas.

En parallèle, Israël affirmait ne pas vouloir réoccuper la bande de Gaza. Il y avait à cela de bonnes raisons : la communauté internationale s'y oppose ; la société israélienne est divisée en la matière ; enfin, la précédente occupation s'est mal terminée : après le retrait israélien en 2005, le Hamas s'était emparé du pouvoir.

Aujourd'hui, force est de constater que le refus israélien de réoccuper Gaza a non seulement rendu la promesse de détruire le Hamas beaucoup plus difficile à tenir. Il a également rendu la guerre infiniment plus inhumaine et meurtrière.

Leçons de la guerre d'Irak

La guerre contre le Hamas est une guerre asymétrique. D'un point de vue militaire, si on ne saisit pas, et ne contrôle pas, le territoire ennemi, une guerre de ce type risque tôt ou tard de se transformer en un exercice sans fin de neutralisation de terroristes. Si en plus, comme c'est le cas à Gaza, les terroristes sont intégrés dans la population au point qu'il devient impossible de les distinguer des civils, chaque frappe contre l'ennemi entraînera inévitablement des pertes civiles.

Certes, l'armée peut infliger de considérables dégâts aux combattants et réduire temporairement leur capacité d'attaque, mais « si vous ne remplacez pas le contrôle terroriste par une force concurrente, les terroristes disposeront toujours du temps et de l'espace nécessaires pour reconstituer leur puissance », affirme dans une tribune du *New York Times* (8 mai) David French, vétéran de l'opération *Iraqi Freedom* et ancien avocat spécialisé en droit constitutionnel. « C'est cela, la leçon que les Américains ont apprise au cours des quatre premières années de la guerre en Irak. »

Suivant une stratégie que les soldats sur le terrain, pour s'en moquer, avaient surnommée *Commuting to War* (faire la navette vers la guerre), les troupes américaines avaient remporté bataille après bataille en infligeant des destructions immenses aux insurgés, mais à chaque fois, ceux-ci revenaient. « Encore et encore, nous recommençons à *libérer* les mêmes villes, les mêmes villages. Mais au lieu d'une *libération*, c'était la guerre perpétuelle. »

Il se souvient qu'à l'époque, la frustration de l'échec a conduit ses supérieurs à augmenter sans cesse la force militaire. Aujourd'hui, il sait que « ce n'était pas le manque de force militaire qui a provoqué l'impasse. C'était la stratégie. »

Ce que lui et ses camarades ont vécu en Irak entre 2003-2007, l'armée israélienne le vit aujourd'hui à Gaza, affirme-t-il. Malgré de lourdes pertes qui ont détruit sa capacité offensive pour les années à venir, le Hamas est toujours là, conserve son emprise sur la population et détient toujours quelques dizaines d'otages.

L'opération « Chariots de Gideon »

Les plans de guerre initiaux d'Israël visaient à déloger le Hamas à l'aide d'une offensive terrestre intense, puis à mener des raids ciblés pour éliminer les derniers combattants. Dès le début de la campagne militaire pourtant, il était clair pour de nombreux experts en stratégie israéliens, « que la seule façon d'éradiquer le Hamas, militairement et politiquement, était de prendre le contrôle de Gaza, de conquérir la zone et de détruire la milice terroriste » (Amir Avivi, fondateur du think tank *Israel Defense and Security Forum* et ancien commandant adjoint des forces israéliennes à Gaza dans le *Wall Street Journal*, 5 mai).

18 mois plus tard, le 4 mai, le cabinet de sécurité israélien a fait sienne cette analyse en approuvant à l'unanimité l'*Operation Gideon's Chariots* (Chariots de Gideon), une stratégie fortement inspirée de celle — couronnée de succès — que les États-Unis avaient adoptée en Irak en 2007 sous le nom de *Surge* (terme militaire signifiant une augmentation significative et soudaine du nombre de troupes déployées dans une zone).

« Le Hamas doit être démantelé militairement, politiquement et administrativement »

Dans une chronique parue le 9 mai dans le *Jerusalem Post*, deux universitaires et hauts officiers de réserve de l'armée israélienne, le brigadier-général Erez Winner, expert en affaires militaires et en doctrine au *Jerusalem Institute of Strategy and Security*, et le Professeur Gabi Siboni, colonel de réserve et consultant principal des Forces de défense israéliennes (*IDF*), soutiennent et explicitent la nouvelle stratégie dont l'objectif est de « neutraliser le Hamas militairement, politiquement et administrativement. » Tout ce qui reste en deçà, écrivent-ils, « laisserait la bande de Gaza comme une base de lancement pour de futures attaques, exposant ainsi l'arrière du territoire israélien à une menace continue ».

Au lieu d'« entrer et de frapper », il va désormais falloir « rester et démanteler ». Les zones conquises doivent être « nettoyées, tenues et administrées par des forces empêchant le retour du contrôle du Hamas », comme cela a déjà été expérimenté avec succès dans les corridors de Netzarim et Philadelphie.

Considérant le long terme, les auteurs affirment que la stabilité de Gaza est menacée non seulement par les terroristes du Hamas mais également par la population gazaouie elle-même, pour laquelle l'organisation islamiste incarne la résistance à Israël et une légitimité religieuse pour une population majoritairement rigoriste. « 20 ans d'un pouvoir totalitaire qui abreuve du matin au soir ses administrés de discours belliqueux, qui voue un culte à la mort et au martyr, qui a biberonné plusieurs générations à la haine des Juifs, ont laissé des traces », écrit Michaël Prazan, auteur de *La vérité sur le Hamas et ses idiots utiles*. (*Atlantico*, 13 mai)

Cela explique que, malgré les dizaines de milliers de morts et la dévastation, 59 % de la population gazaouie (contre 72% un an avant) restent d'avis que le massacre du 7 octobre 2023 était justifié (*Palestinian Center for Policy and Survey Research*). Dans ces circonstances, « tout effort de déradicalisation aura peu de chances de succès », estiment Erez Winner et Gabi Siboni.

Ils en concluent que les habitants de Gaza qui ne souhaitent plus vivre sous le régime totalitaire du Hamas — selon *Gallup International*, ils étaient 52 % en mars 2025, dont 38 % souhaitaient quitter Gaza temporairement et 14 % de manière permanente — devraient avoir la possibilité de partir. Rappelant que la majorité de la population bénéficie du statut de réfugié selon le droit international, ils insistent néanmoins que « l'émigration ne doit pas être imposée, mais facilitée pour ceux des habitants qui le désirent. »

A la fin de leur analyse, Erez Winner et Gabi Siboni se montrent optimistes que la réoccupation « temporaire » de Gaza — « avec un retour au contrôle civil palestinien dès que les conditions le permettent » — représente la seule voie réaliste vers la fin de la guerre et à la destruction définitive du Hamas. En Europe, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on est loin de partager leur avis.

Une dernière chance pour la diplomatie ?

A Doha, pendant ce temps, les diplomates américains et qataris continuent à faire pression sur les négociateurs israéliens et du Hamas pour parvenir à une solution diplomatique que la mort du chef militaire du Hamas, Mohammed Sinwar, frère et successeur de Yahya Sinwar, pourrait faciliter. Avec un nouvel *hardliner* éliminé, les dirigeants politiques du Hamas basés en dehors de Gaza, plus pragmatiques, pourraient disposer d'une plus grande latitude dans les négociations.

Cela étant dit, de grands obstacles se dressent encore devant toute forme de paix. Tandis qu'Israël propose un cessez-le-feu de deux mois au cours duquel davantage d'otages seraient libérés et plus d'aide humanitaire autorisée à entrer à Gaza, le Hamas continue à exclure tout accord ne mettant pas fin définitivement à la guerre, et rejette les exigences d'Israël selon lesquelles le groupe doit déposer les armes et ses dirigeants survivants partir en exil.

Sans compromis de dernière minute, « les semaines à venir seront sombres », avertit *The Economist* (19 mai) : « Benjamin Netanyahu affirme qu'il ne mettra fin à la guerre qu'une fois obtenue la 'victoire totale'. Une dévastation totale pour Gaza et un isolement pour Israël sont des perspectives bien plus probables. »

D'autres solutions existent-ils ?

On n'est pas obligé de partager le pessimisme de l'hebdomadaire londonien. Les théories militaires nées durant la guerre en Irak (*Conterinsurgency*, en français : lutte contre-insurrectionnelle) suggèrent qu'à l'instar du *Surge* américain de 2007, une opération de type Chariots de Gideon, quoique risquée et onéreuse, peut réussir. Quant à ceux qui la rejettent comme inhumaine, ils doivent au moins se demander si des alternatives réalistes existent.

La solution la plus simple, tout le monde la connaît : les dirigeants du Hamas libèrent les otages restants, déposent les armes et partent en exil. Pourquoi ne le font-ils pas ?

Khalil Shikaki, directeur du (déjà cité) *Palestinian Center for Policy and Survey Research*, le plus connu des sondeurs d'opinion dans les territoires palestiniens et de ce fait surnommé « le sismographe de la population palestinienne », donne une réponse en deux parties à cette question d'apparence naïve : « Je doute fortement que le Hamas accepte un jour un désarmement et un exil. À moins qu'un accord n'inclue la fin de l'occupation israélienne et la création d'un État palestinien. » (*Neue Zürcher Zeitung*, 22 mai).

Or, ce point de vue, séduisant pour de nombreux observateurs en Europe, ne convainc pas. Le Hamas n'a jamais soutenu la solution à deux États. Le seul objectif, génocidaire et irréaliste, qu'il a toujours poursuivi avec un fanatisme infatigable est la destruction d'Israël.

L'Europe unie par l'hostilité face à la stratégie israélienne

En Europe, en attendant, le ton face à Israël monte. Unis par leur hostilité face à l'opération Chariot de Gideon, ses dirigeants dénoncent « une escalade militaire moralement injustifiable [...] et une situation humanitaire catastrophique » ; l'UE revoit son accord d'association avec Israël ; Londres suspend des négociations sur un accord de libre-échange.

Emmanuel Macron, lui, va plus loin. Le 13 mai, avec une colère non dissimulée, il a déclaré sur TF1 : « Ce que fait aujourd'hui le gouvernement de Benjamin Netanyahu [à Gaza] est inacceptable, [...] c'est une honte ».

On comprend la frustration des leaders européens devant un conflit dont ils savent que les clés se trouvent à la Maison Blanche. Mais une posture morale ne fait pas une politique et un discours qui ignore volontairement les réalités de la guerre est irresponsable.